

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

le système monétaire
malade du dollar
(pages 6 et 7)

coucou, les revoilà !

M 2242 - 366 - 6 F DU 30 SEPTEMBRE AU 13 OCTOBRE 1982 - 12ème année - N° 366 - 6 F



apprenez votre géographie du goulag

Des esclaves construisent le gazoduc transibérien. Il est normal de s'en scandaliser. Mais il est hypocrite de prétendre que l'on ne savait pas.



● Géographie du Goulag d'après Soljenitsyne

A propos de l'affaire Dresser-France, l'entreprise sanctionnée par les Etats-Unis parce qu'elle fournissait des compresseurs à l'Union Soviétique pour le gazoduc transibérien - nous avons soutenu, dans le précédent numéro de «Royaliste» que les Etats-Unis ne pouvaient pas se permettre de donner des leçons à la France et aux autres pays européens. Nous avons même indiqué que les Américains avaient, par leur irresponsabilité dans le domaine économique, en quelque sorte acculé leurs alliés à les lâcher dans le domaine politique. Tous les éléments du débat avaient déjà été exposés en janvier dernier à nos lecteurs (1). D'un côté il y a les «Munich» que l'on finit toujours par payer : il faut donc utiliser des mesures de rétorsion contre l'Union Soviétique afin de contraindre les Soviétiques à plus de «réalisme» en Afghanistan, en Pologne, voire même vis-à-vis de leurs propres dissidents (cela n'est pas impossible, l'histoire le prouve). D'autre part il y a les Américains qui, malgré leurs grands mots, vendent tout ce qu'ils peuvent aux Russes, il y a les autres pays européens - la R.F.A. surtout - prêts à nous remplacer au pied levé pour toutes nos éventuelles défaillances commerciales vis-à-vis de l'U.R.S.S. ! La marge de manœuvre est presque inexistante.

LES LIMITES DE L'INDIGNATION

Et les esclaves du gazoduc sibérien, qu'en faites-vous ? Les sacrifiez-vous pour éviter quelques

chômeurs de plus ? Voici en effet que tous les éléments de haute politique sont balayés par un argument passionnel. Les Soviétiques font travailler des esclaves dans leurs steppes glaciales. Des témoignages, des photos mêmes, l'attestent.

L'ESCLAVAGISME ...

A cela les hommes politiques répondent qu'ils ne savaient pas - mensonge pur ! - ou qu'ils ne toléreraient pas que les forçats russes soient des prisonniers politiques. Les Soviétiques saisissent alors la perche qu'on leur tend et jurent vertueusement que seuls des prisonniers de droit commun travaillent sur le gazoduc. La presse occidentale doute quelque peu, mais grâce à cette distinction entre «droit-commun» et «politique», le débat a pu reprendre des proportions plus modestes. Et l'on constate une fois de plus que le «journalisme d'indignation» ne va jamais bien loin, que les grands donneurs de leçon se font toujours avoir. Mieux vaut donner des informations sérieuses qui permettront à l'opinion publique de contrôler la sincérité de leurs dirigeants. A propos des esclaves soviétiques il vaut donc mieux faire lire, par exemple, la revue «L'Espace géographique» (2) sur la géographie du Goulag que tel ou tel éditorial vengeur mais imprécis.

On y apprendra que «dès 1918 Lénine fit des déclarations sans ambiguïté, et des camps s'ouvri-

rent dans les grandes villes (...). Soljenitsyne a reconstitué l'enchaînement des étapes ultérieures.» (2). Sur une carte dessinée d'après les indications du grand écrivain on voit «à la fois une chaîne du froid et un enchaînement de grands travaux» : «... des chantiers pour les voies de communication et les coupes de bois furent diffusés en Carélie, ainsi que sur les voies de Mourmansk et d'Arkhangelsk, puis vers Vologda. Le premier grand chantier stalinien fut, tout près, celui du Biélo-morkanal (canal Baltique-mer-Blanche), de 1931 à 1933. En même temps, avançait par étapes une route tragique : à partir du carrefour stratégique de Kotlas, la Voie du Nord poussait ses rails, ses coupes de bois et ses mines vers Oust-Vym, puis Oukhta, Petchora, Vorkouta, en accrochant à chaque étape une grappe de camps, inégalement permanents. Des digitations avancèrent vers le nord de l'Oural, autour de Solikamsk notamment, et dans les régions arctiques vers Salékhard puis Norilsk, où furent transférés en 1939 les derniers habitants des Solovki. En ces lieux, il semble bien que l'essentiel de la mise en valeur jusque vers 1950, ait été accompli par les Zek». (Zek : abréviation de zaklioutchenny, désigne les détenus politiques).

Et l'on s'aperçoit que le rôle économique du Goulag est capital : «on peut observer que cette main-d'œuvre énorme a joué un rôle décisif dans la réalisation des «grands travaux» et dans la mise en valeur des régions pionnières. Cela est bien connu, bien établi, et il est étrange que la plupart des manuels de géographie ne le disent pas clairement.» (2)

Une autre citation donnera la mesure du phénomène : «Les Zek ont largement contribué à l'édification des villes nouvelles, même quand les apparences se voulaient autres : aussi bien Komsomolsk-sur-Amour, où les Komsomols n'auraient pas suffi, que Svobodny (en français Libreville !) (...) «Tout cela est à nous», dit la fierté nationale du Zek. L'activité de production proprement dite a porté surtout sur les mines, l'énergie et le bois (...) Nombre de gisements de pétrole ont été équipés grâce à la main-d'œuvre détenue, qui a participé massivement à la construction des grands barrages, comme à Oust-Kaménogorsk et à Bratsk.»

Quand on sait que le Goulag emploie (puisqu'il s'agit d'une «entreprise») une main-d'œuvre

féminine et enfantine importante, qu'il y a de nombreux camps d'adolescents, on en arrive à cette conclusion formidable : les Zek sont les travailleurs immigrés de l'URSS.

... UNE PRATIQUE CONSUBSTANCIELLE AU COMMUNISME

Dès lors les distinctions entre «politique» et «droit-commun» ne correspondent plus à grand chose. Les arrestations sont faites par vagues et selon des critères qui échappent à notre conception du droit pénal. «Une application simplement plus stricte de la loi et quelques rafles permettent d'augmenter d'un seul coup la population de certaines îles du Goulag, quand besoin est.»

Ainsi, l'utilisation d'esclaves dans les grands travaux n'a rien d'un phénomène exceptionnel que

opposition :

la querelle

L'Union de l'opposition, hier inébranlable, est aujourd'hui bien mal en point.

Tout commence fin août par les discussions internes à l'U.D.F. Centristes et radicaux ne veulent pas d'une «plate-forme doctrinale» commune avec le P.R., ni d'un congrès de l'U.D.F. avant les municipales au risque de réveiller la querelle des chefs.

Jacques Chirac tente alors de confirmer, le 1er septembre à Nouméa, son statut officieux de chef de l'opposition. Il déclare que l'expérience socialiste est un échec et que le gouvernement devra organiser des élections nationales avant deux ans. Face à l'U.D.F. divisée, il veut donner l'image d'un homme sûr de lui, prêt à assumer, avec un parti uni, son destin national.

Dès lors, U.D.F. et P.S. vont unir leurs voix pour fustiger le dirigeant du R.P.R. Le gouvernement et le P.S. vont réussir ce qu'ils avaient raté au moment de l'affaire de la mairie de Paris : «donner l'image d'un homme inquiet, excessif, trop radical,

les hommes politiques occidentaux pourraient ignorer faute d'informations. Une documentation impressionnante existe, attestant le caractère permanent de cette pratique consubstantielle au régime communiste. (3) Mais cela existe dans d'autres pays sous forme de camps de réfugiés par exemple. Le géographe appelle les chercheurs à «étudier le phénomène, et sa place dans les systèmes sociaux considérés». Il est souhaitable de donner la plus grande diffusion à ce genre de travaux, afin que morale et politique trouvent leur compte en dehors de toute exploitation «sensationaliste» et momentanée de tel ou tel aspect des totalitarismes.

Le «soviétisme» est ignoble, dans son essence, plus on l'étudie, plus on s'en persuade. Et nous devons vivre à côté... Oui, mais ce n'est pas une raison pour être hypocrite.

Paul CHASSARD

(1) «Pologne, le soutien diplomatique de la France» par A. Solari, dans «Royaliste» 351.

(2) «L'Espace géographique» N°3, 54 Bd Raspail Paris, étude reprise dans «Politique-aujourd'hui» février 1982.

(3) On la retrouve en Chine, en Roumanie, etc.

des chefs

pour reprendre les termes de Jean-Michel Colombani, et tisser ainsi une toile d'araignée dans laquelle il serait enfermé». (1)

Raymond Barre, le 3 octobre, devant les jeunes démocrates-sociaux, Claude Estier et Michel Pinton, le 7, au micro d'«Europe 1» et dans «Le Figaro», Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., dans un communiqué, décrivent en des termes souvent proches un Jacques Chirac brillant, opportuniste, intéressé, ignorant de nos institutions et les mettant même en cause (ce qui est le comble pour un gaulliste) et n'ayant rien à proposer pour la France.

Tout est prêt pour la grande scène du II : le retour du divin enfant, c'est-à-dire Giscard. Et il revient effectivement le 16 septembre sur «Antenne 2», à l'émission «l'heure de vérité». C'est l'antithèse de Chirac. Calme, serein, il affirme très haut, qu'il ne brigue aucune fonction, qu'il ne veut être qu'une voix qui exprime un certain nombre de points de vue fondamentaux. C'est pourquoi il publiera un livre en 1983. Il connaît bien la France, il en a été le président pendant sept ans, et il le serait encore si certains avaient appliqué correctement la règle du désistement en faveur du candi-

télé : quelle indépendance ?

Pour la télévision, c'est aussi la rentrée. Avec fracas, puisque l'on intronise la Haute Autorité, les P.D.G. de chaînes et les nouveaux programmes.

«La Haute Autorité est la clef de voûte du nouvel édifice audiovisuel. Elle est le signe le plus visible de la rupture avec le passé». Lorsque François Mitterrand prononça ces mots, le 1er septembre 1982, flanqué d'éminentes personnalités du gouvernement, le prince venait d'octroyer l'indépendance à la radio-télévision. Michèle Cotta, dans son allocution, releva l'étrangeté de la situation : pour la cérémonie de séparation de la télévision et de l'Etat, la Maison de la Radio n'avait jamais connu autant de ministres. La remarque n'est pas anodine; nous avons en effet assisté à un simulacre de rupture du cordon ombilical, en fait seulement distendu.

UN CHANGEMENT LIMITE

Rappelons que la Haute Autorité pour l'Audio-visuel se compose de neuf sages, renouvelables par tiers, dont la présidente nommée pour six ans. La première violence faite à une indépendance bien conçue s'inscrit dans la désignation même de la Haute Autorité et que résume Jean-François Kahn (1) : «La Haute Autorité est complètement politique puisqu'elle est nommée par trois institutions politiques (l'Elysée, l'Assemblée, le Sénat). Elle est, en plus, nécessairement le reflet de la majorité du moment». Certes, comparé à l'arbitraire giscardien où les directeurs de chaînes et les

responsables de l'information étaient choisis en Conseil des ministres, une courte mais appréciable distance distinguera pouvoir politique et appareil audiovisuel. En raccourci, une modeste réforme et non l'ambitieuse révolution espérée.

La nomination des membres de la Haute Autorité ne manquait pas d'inquiéter. Surprise, lorsque les heureux élus furent connus; nuls visages familiers au grand public, hormis la présidente : Jean Hautin et Gabriel de Broglie furent respectivement président de T.D.F. (Télé-Diffusion de France) et président de l'I.N.A. (Institut National de l'audiovisuel), Marcel Hart a été membre du conseil d'administration de l'O.R.T.F., Michèle Cotta était, il y a peu P.D.G. de Radio-France. Il n'empêche que le président de la République et le Premier ministre ont soigneusement préservé de savants équilibres, pour satisfaire à la distribution des sucreries. Equilibre politique : Paul Guimard et Stéphane Hessel ont le P.S. en sympathie, tandis que Daniel Karlin et Marcel Huart partagent l'opinion du P.C.F., même s'ils n'appartiennent pas au sérail. Equilibre syndical : le même Huart, cégétiste, est contrebalancé par Bernard Gandrey-Rety, de la C.F.D.T. Ajouter un anticommuniste de gauche, Marc Paillet, pour produire un cocktail apparemment réussi, puisque l'opposition y a peu trouvé à redire.

dat le mieux placé. Compétent, rassembleur, désintéressé, réfléchi...

Enfin, pour mieux aider notre ex-président à percer, M. Mauroy vitupère violemment le 17, devant les parlementaires socialistes Giscard, de même que Barre et Chirac, les mettant ainsi tous trois sur un pied d'égalité.

Jacques Chirac n'est pas pour autant acculé. Il peut jouer sur la division du clan U.D.F., MM. Giscard et Barre ayant tous deux des ambitions, sources possibles de friction pour l'avenir. Ce dernier attaque d'ailleurs son ancien maître dans «L'Expansion» (2), en expliquant que, réélu, Giscard n'aurait pu que suivre une politique barriste, ce que l'ancien président a toujours nié. Façon délicate de renvoyer ses deux principaux concurrents dos à dos pour apparaître le seul toujours fidèle à

lui-même. Mais Giscard n'est pas en reste, lui qui a refusé, à «l'heure de vérité» de critiquer l'emprunt Delors, ce que Barre avait fait, car cela lui semblait indigne de sa qualité d'ancien président, histoire de rappeler à son premier ministre, que, lui, se situe un cran au dessus.

Ce triste spectacle montre la vanité du discours politique puisqu'il ne s'agit que de promouvoir une certaine image de soi-même, tout en nuisant à celle des autres. Cela est vrai à droite comme à gauche. Plus que jamais il faut donner un contenu à la démocratie. Mais peut-on pour cela compter sur les partis ?

J-M TISSIER

(1) «Le Monde», 6 août 1982.

(2) «L'Expansion», 10/23 sept. 1982.

QUELS POUVOIRS ?

Quels sont le rôle et les pouvoirs de cette Haute Autorité ? Garantir l'indépendance du service public, nous apprend le législateur. Principalement par la nomination des P.D.G. de chaînes. On a pu se demander si l'honorable Institution ne validait pas des décisions déjà prises. Du moins les nouveaux présidents, provenant de la haute administration et des métiers de la communication, ne sont-ils pas trop marqués politiquement.

Le pouvoir de la Haute Autorité ne s'arrête pas là. Elle doit encore délivrer les permis d'émettre aux radios locales et télévisions par câble. Mais là encore, l'essentiel du travail est effectué par la Commission Holleaux, la Haute Autorité venant ratifier les arrêtés. N'oublions pas son rôle évident dans l'installation des sociétés régionales autonomes de FR3, la défense des cultures régionales et de la langue française. Viennent ensuite des attributions nébuleuses : veiller au respect du pluralisme, à l'équilibre des programmes, à l'usage du droit de réponse. Des vœux pieux qui ne sont pas assortis de moyens réels pour les faire respecter.

En fait, la Haute Autorité se réduit à un organisme de contrôle, qui peut certainement infléchir les décisions, mais sans posséder le pouvoir effectif. Ce dernier demeure dans les mains de l'Etat, ou plutôt, et plus dangereusement encore, est relayé par une morale d'Etat, que les esprits ont assimilée, à laquelle ils croient naturellement bon d'obéir. Pire que la censure, restreinte même sous Giscard, et contre qui il est aisé de lutter, l'autocensure est la plaie des médias, diabolique parce qu'insaisissable.

D'où l'inconséquence des critiques qui s'attardent sur Soir 3, ce boudoir ministériel pour dilettantes du socialisme. A force de dénonciations à l'encontre de ce journal télévisé morne et rebutant, on finit pas créer une fausse cible, qui occulte le fond de la question.

L'apprentissage de la liberté et de l'indépendance ne semble pas encore acquis sur le petit écran. La Haute Autorité pour l'audiovisuel marque cette grave anomalie pour une démocratie moderne. N'est-il pas symbolique à cet égard que son budget de fonctionnement dépende exclusivement du Premier ministre ?

E.M.

(1) «Télérama» - 4 août 1982.

le chemin de la paix passe par Fès

La charte élaborée à Fès indique le meilleur chemin pour la paix au Proche-Orient, au prix d'une volonté diplomatique inédite, qui honore les pays arabes.

Fès a vu avant tout le triomphe de l'unité arabe, durement mise à l'épreuve depuis plusieurs années. Les compères israéliens et américains ont su malignement jusqu'à ce jour exploiter les particularismes, nourrir les différends, exacerber les discordes. Diviser pour régner, selon une règle élémentaire de la stratégie, dont le docteur Kissinger savait user et abuser. Peut-être avec trop d'opiniâtreté pour que cela ne devienne finalement suspect. Les Etats arabes dans leur pleine diversité ont dépassé leurs querelles pour renouer avec un panarabisme indispensable à l'équilibre de la région. Un triomphe qui tenait de la gageure, si l'on se souvient qu'en novembre dernier le 12ème sommet de la Ligue arabe confirmait les déchirements insurmontables des pays membres, le rejet catégorique du plan Fahd par le «Front du refus», plus intransigeant que jamais. Quels événements, quelles réflexions ont pu bousculer, en un temps si court, une raideur inébranlable ? Tout bonnement la confirmation qu'Israël n'hésiterait pas à ranimer le spectre de la guerre pour imposer ses vues, à passer par le fer et le feu pour assurer sa domination. Ce fut Beyrouth, avec ses 6.575 morts et plus de 20.000 blessés, en presque totalité des civils. Rien

ne pouvait, pas même les avertissements américains, modérer l'impérialisme israélien. Si Begin se fait fort d'évacuer le Sinaï, c'est pour mieux resserrer l'étau sur la Cisjordanie, annexer le Golan puis occuper le Liban. Reprendre d'une main ce que l'on donne de l'autre, n'est-ce pas là encore une ruse classique d'un politique avisé. La Syrie en échec, l'O.L.P. démantelée, quelle autre voie possible que l'engagement diplomatique pour le camp des durs, face à un ennemi inexpugnable ? Le sommet de Fès a donc consacré qu'il est vain et néfaste d'adopter la rude intransigeance de l'adversaire. Le plan du prince Fahd, devenu roi depuis, inspire les résolutions finales acceptées par les 21 Etats représentés. Notons qu'une réintroduction de l'Egypte dans la Ligue arabe sera tentée, tâche indispensable pour une œuvre de paix, qui n'aura pas effet sans ce tiers du monde arabe que représente la nation égyptienne.

IRRECEVABILITÉ DES ACCORDS DE CAMP DAVID

Aborder l'Orient compliqué avec des idées simples, conseillait de Gaulle. La Charte de Fès souligne en premier lieu une évi-



● Begin : son fanatisme l'empêche de voir l'intérêt de son pays.

dence, que d'aucuns refusent encore : le cœur du conflit, la plaie ouverte qui interdit toute cohabitation pacifique réside dans la question palestinienne. Et nulle part ailleurs. Un peuple, une nation historique privée de patrie et d'Etat, sans autre défense que la violence, subsiste, malgré les ukases d'Israël et l'indifférence, sinon la méfiance, de certains pays frères. Un règlement pacifique ne peut donc qu'être global et tout entier orienté sur l'exode palestinien. D'où l'irrecevabilité des accords de Camp David, qui ignoraient superbement l'abcès dont souffre le Proche Orient. Néanmoins, le gouvernement Begin persiste à prôner des traités de paix bilatéraux, illusoires, qui ont pour objectif de placer Israël en nombril de la région, centre de gravité du conflit. Car si le peuple israélien possède une patrie jamais violée, un Etat garant de son indépendance, une armée toujours victorieuse, l'allié le plus puissant au monde et maintenant une force de frappe nucléaire, le peuple palestinien vit en partie sous occupation étrangère, en partie en diaspora, sans Etat qui puisse fonder sa liberté, avec pour unique

expression l'O.L.P., disséminée sur le pourtour méditerranéen. Le peuple palestinien ne peut s'offrir le luxe d'un délire obsidional, d'un discours fantastique de la survie, puisque ce peuple n'a à proprement parler aucune existence politique.

Un règlement acceptable du conflit au Proche Orient passe donc, au préalable, par l'affirmation d'un Etat palestinien. Il s'agit là d'un principe aucunement négociable, sur lequel il faut se montrer d'une intransigeance absolue. En Palestine comme en Pologne ou en Afghanistan, un peuple n'est libre qu'à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à travers un Etat souverain et légitime. Ce que soutient avec force

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

**pour
s'abonner
à royaliste?
voir page 11**

la charte de Fés et qui fait pour la première fois unanimité dans la Ligue arabe : reconnaissance du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix, avec comme garantie la participation de l'O.N.U. «Le monde arabe a décidé d'ouvrir un nouveau registre de l'Histoire» selon les justes propos d'Hassan II. Cette victoire des options raisonnables a été saluée par tous comme un désir indubitable de paix : la France y reconnaît l'essentiel de ses propres propositions, les Etats-Unis approuvent, même s'ils ne partagent pas l'ensemble des résolutions. Weinberger, secrétaire à la Défense, décèle «un progrès» et Georges Shultz pressent «un grand pas en avant». Les Américains n'ont visiblement aucun intérêt à soutenir uniquement un allié inflexible, alors qu'ils peuvent jouer plus efficacement sur la partition des régimes arabes pro-occidentaux et anticomunistes. Seuls les extrémistes se sont rejoints pour vouer aux enfers les plans de Fés. Kadhafi, en visite en Pologne d'où il a resserré ses liens avec l'Union soviétique, a parlé de «trahison». Et Begin, dont le ministre des Affaires étrangères, Yitzhak Shamir, a qualifié sans barguigner le plan de Fés de «projet de destruction d'Israël». Mais la réaction devient routinière, quand l'actuel gouvernement israélien considère les plans Fahd, Reagan, franco-égyptien et les résolutions onusiennes comme des crimes contre l'humanité.

En fait, Israël ne dissimule pas son intention de maintenir une part des Palestiniens sous sa tutelle et d'éparpiller le reste à travers le monde arabe. En appuyant cette politique inique par des gestes provocateurs, telle l'installation de trois nouvelles colonies de peuplement en Cisjordanie, le 3 septembre dernier.

LA REPRÉSENTATIVITÉ DE L'O.L.P.

Le plan Reagan n'apporte pas satisfaction : la guerre civile de septembre 1970 range toute «entité» palestino-jordanienne parmi les utopies dangereuses. Il est clair que, malgré la bonne volonté des uns et des autres, Israël n'abandonnera jamais sa stratégie des glaces, dont on ne sait jusqu'où elle peut aller. Le sommet de Fés n'a pourtant pas ménagé ses assurances envers Israël, puisqu'il prévoit le départ des Syriens du Liban et le retrait de la Force arabe de dissuasion (F.A.D.), si Begin rappelle ses armées. La disparition de Bechir Gemayel va entretenir la confusion, mais l'étoile de David n'en continuera pas moins à flotter sur le Liban.

Tout espoir de paix est-il ainsi oblitéré ? Non, si l'on considère qu'Israël se met en péril par son isolement et son intransigeance. Car même la communauté juive américaine soutient les propositions de Reagan, pourtant jugées assassines par Begin. La paix ne triomphera définitivement que si l'O.L.P. est partie prenante dans les négociations. Le sommet de Fés l'a spectaculairement rappelé, en accueillant Yasser Arafat en véritable chef d'Etat. Israël objecte que le dialogue avec une organisation terroriste heurte les consciences. Mais quoi de commun entre des groupuscules de nihilistes manipulés par divers services secrets et un mouvement de résistance, doté d'un véritable Parlement de 300 membres, qui perçoit l'impôt et consacre 45% de son budget à l'Éducation et à la Culture ? Que des tueurs antisémites gravitent dans la périphérie de l'O.L.P., sans nul doute. Tout mouvement de résistance draine de sinistres compagnons d'armes, d'ailleurs condamnés par le comité exécutif. L'O.L.P. n'est pas représentative, rétorquent les Israéliens. Encore une fois, un mouvement de combattants clandestins, par nature, n'a pas le loisir d'être légitimé par son peuple. Bien qu'il existe des paramètres incontables : les élections municipales en Cisjordanie ont vu la victoire imposante des maires pro-O.L.P.

Après Fés et la reconnaissance d'Israël par le monde arabe, la consécration officielle de l'O.L.P. reste dans l'ordre des choses. Son leader, qui a l'envergure d'un chef d'Etat, inaugure une action politique et diplomatique en délaissant la lutte armée, sans issue. Il serait criminel de la part des pays occidentaux de laisser Arafat dans sa solitude, en refusant d'asseoir la légitimité de l'O.L.P. En novembre 1981, lors de la rédaction du plan Fahd, Arafat fut mis en minorité au sein de son mouvement, ce qui a retardé le processus de paix. Au moment où Arafat s'éloigne de l'U.R.S.S. et choisit des navires français pour assurer son départ de Beyrouth, ne serait-ce pas l'honneur de notre pays que de recevoir solennellement le chef palestinien, comme en a décidé courageusement Jean-Paul II malgré les objections de Begin ?

Israël, tant éprouvé par le siècle, a tout à gagner des accords de Fés. La reconnaissance de l'autorité d'Arafat et l'acceptation d'un Etat palestinien épuiseront les terroristes en puissance que sont les milliers de fedayins retranchés au Nord-Liban et en Syrie.

Emmanuel MOUSSET

où begin entraîne-t-il Israël ?

La décision prise par François Mitterrand de renvoyer au Liban un contingent français pour «contribuer au retour à la sécurité et au respect du droit des gens» est bonne et courageuse. Mais la paix réelle peut-elle être rétablie dans ce pays déchiré, sans le retrait total des troupes d'occupation israéliennes ?

Une semaine avant son investiture officielle le président élu, Bechir Gemayel, a été assassiné le 14 septembre dans l'attentat qui a détruit le siège des Phalanges chrétiennes. S'emparant de ce prétexte Menahem Begin fait envahir Beyrouth afin «d'assurer le maintien de la paix et de prévenir tout incident grave». Le 15 au soir, l'armée israélienne déclarait «contrôler tous les points stratégiques de la ville». Vingt quatre heures plus tard, au cœur de cette ville «contrôlée», commençaient les massacres de femmes, d'enfants et de vieillards palestiniens qui durèrent près de 36 heures. Voici, dans toute sa sécheresse, la chronologie des faits qui suffit à elle seule à condamner l'action d'Israël. La responsabilité du gouvernement de M. Begin est totale et l'éditorialiste d'un des plus grands quotidiens de Tel Aviv après avoir rappelé que la radio militaire avait déclaré le jeudi 16 à minuit que l'armée avait pris la décision de laisser les forces chrétiennes nettoyer les camps de Sabra et Chatila concluait «Honte de l'Etat, du gouvernement, de l'armée. La honte de chaque citoyen individuellement. Car on nous a rendu complice du massacre de Beyrouth-Ouest».

On peut se demander pourquoi M. Begin a commis une faute aussi grave. Certes, et c'est un début d'explication, l'Organisation de Libération de la Palestine a été consacrée par ses dix semaines de résistance à Beyrouth contre l'armée la plus puissante du Moyen Orient, le sommet arabe de Fés a accueilli son chef Yasser Arafat en véritable chef d'Etat et surtout le pape Jean-Paul II lui a accordé une audience privée qui n'est pas passée inaperçue. A cette occasion Begin s'était déchaîné contre le Vatican n'hésitant pas à l'accuser «d'être resté impassible devant l'holocauste des Juifs durant la seconde guerre mondiale». Cette assertion mensongère avait permis

au Vatican de répliquer sèchement qu'il s'agissait «d'un outrage à la vérité quand on connaît tout ce que l'Eglise catholique et ses organisations ont fait pour protéger et mettre à l'abri des milliers et des milliers de Juifs (...) De plus on ne peut feindre d'ignorer ce que le Pape a dit (...) pour condamner et stigmatiser solennellement le génocide perpétré par les nazis contre le peuple juif (et pas seulement contre lui)».

D'autre part les plans initiaux de M. Begin pour le Liban se sont détraqués récemment. En effet, Bechir Gemayel qui était considéré par les Israéliens comme un allié sûr, faisait preuve depuis son élection, d'un nationalisme ombrageux, semblait avoir compris la nécessité d'une politique d'entente nationale et multipliait les ouvertures vers les communautés musulmanes. Il est à souhaiter que son frère Amine Gemayel qui le remplace poursuive dans cette voie. Enfin la présentation par Reagan d'un «plan de paix», l'approbation du plan Fahd et surtout l'acceptation de la reconnaissance de fait d'Israël par un monde arabe à nouveau unifié ont plongé le gouvernement Begin dans un sérieux embarras.

En effet ce dernier ne pouvait plus imposer sa paix en prétextant du refus du monde arabe et du «terrorisme» palestinien.

En juillet dernier nous nous demandions (1) si les dirigeants israéliens n'avaient pas dépassé certaines limites et commis des erreurs politiques qui, à terme, pourraient leur coûter cher. Il est à craindre, aujourd'hui, que la politique de Begin condamnée par une part non négligeable de l'opinion israélienne et apparemment «lâchée» par les Américains n'aie d'autre issue que dans une radicalisation encore plus extrême.

(1) Royaliste 363

P.L.

Les marchés monétaires et financiers internationaux subissent, des secousses inquiétantes. C'est pourquoi l'assemblée générale du Fond Monétaire International (F.M.I.) et de la Banque mondiale qui s'est tenue du 6 au 9 septembre à Toronto a revêtu, dans ce contexte de crise marquée par le risque de faillite de nombreux pays sous-développés, une grande importance.

Ces remous sont particulièrement sensibles depuis deux ans. Une première envolée du dollar à l'égard du yen et des monnaies européennes avait été enregistrée à la suite de la politique monétariste des Etats-Unis; celle-ci avait alors fait monter le taux de base américain de 20% (entraînant une hausse identique sur les euro-dollars). Aujourd'hui, ce taux qui a subi, au gré des intérêts américains, des fluctuations dignes, si l'on ose dire, des «montagnes russes», demeure à un niveau élevé. Ces variations ont provoqué des mouvements incontrôlables sur les taux de change, officiellement flottants depuis 1976. Toutes les monnaies, jusqu'au mark allemand et au franc suisse, ont subi les contre-coups de la hausse vertigineuse du dollar.

LE DOLLAR MAÎTRE DU JEU

C'est dire que le système dans lequel nous vivons depuis l'inconvertibilité du dollar et l'instauration des changes flottants est incohérent à plus d'un titre. Tant que la devise des Etats-Unis, bien qu'inconvertible, peut être tenue pour «aussi bonne que l'or», ceux-ci profitent d'une situation privilégiée au sein du F.M.I. Ils payent de leur propre monnaie le déficit de leur balance des paiements, ce que J. Rueff a résumé dans la fameuse formule du «déficit sans larmes»; ils sont en mesure d'acquiescer à bon compte des actifs à l'étranger, en échange de leur propre monnaie, dont ils contrôlent évidemment l'émission. Lorsque, comme c'est le cas aujourd'hui, ils décident de lutter contre leur inflation en haussant les taux d'intérêts ils perturbent l'économie des autres pays, sans tenir le moindre compte de leur avis. Avant la mise en pratique, contrainte et forcée, des changes flottants, de nombreux économistes, parmi lesquels M. Friedman, ont vanté la supériorité de ce système sur celui des parités fixes. Il devait, par la variation continue des taux de change, assurer l'équilibre permanent des balances des paiements et interdire «l'exportation» ou «l'importation» d'influences inflationnistes ou déflationnistes. On sait ce qu'il en est en réalité. En outre

la masse des Euro et Pétro-dollars en circulation constitue un réservoir toujours disponible pour alimenter les mouvements spéculatifs. Au total, selon l'expression de T. de Vries, c'est «par voie d'effondrement et non de réforme» que s'est effectué le passage des parités fixes aux changes flottants.



Le Système Monétaire Européen (SME), héritier du fameux «serpent monétaire» dont M. Giscard d'Estaing dut à plusieurs reprises faire sortir le franc, se présente comme une tentative de remède aux incohérences nées des changes flottants.

Il se caractérise :

- par un Fonds Monétaire Européen destiné à soutenir une devise qui connaîtrait des difficultés. Ce fonds est financé à l'aide d'une partie des réserves des banques centrales des pays membres du SME (dont la Grande-Bretagne ne fait pas partie). Par l'engagement, souscrit par chacun des participants de ne laisser flotter sa monnaie qu'à l'intérieur d'une fourchette définie en commun.

Ce SME n'apporte que des réponses partielles à la crise monétaire, même si la solidarité de ses membres est, pour l'heure, renforcée face à la politique américaine. Face à cette situation, M. Jobert écrivait dans sa «lettre» de mars 1982 :

«A défaut de ce système monétaire européen qui aurait pu servir de complément, de garde-fou et d'illustration à un système monétaire international organisé, le dollar est devenu la monnaie universelle, au point qu'une très grande partie de nos échanges se fait en dollars. L'inconvénient serait moindre si ce système monétaire était géré de façon normale, c'est-

le système monétaire malade du

intitulé «les économies libérales dans le piège du capitalisme financier») : «Ce qui est en jeu c'est la fin d'une période du capitalisme qui était... liée à l'émergence d'une société pluraliste... De telles concentrations... sont en contradiction évidente avec les principes que le pouvoir politique s'efforce toujours de mettre en avant en invoquant «l'économie de marché», la «propriété privée» et la «démocratie».

Pourtant, malgré ces concentrations, le système est fragile. Les banques américaines courent des risques importants en Amérique latine; les banques européennes, au premier rang desquelles les banques allemandes, en Europe de l'Est. Pour l'Amérique latine, presque tous les pays, à de rares exceptions près, sont en faillite virtuelle. Le Mexique, endetté à l'extérieur à la hauteur de 80 milliard de dollars a récemment défrayé la chronique et perdu la confiance des banques. Le continent africain n'est guère mieux loti. Quant aux pays de l'Est, après les faillites polonaise et roumaine connues de tous, c'est désormais au tour de l'Allemagne de l'Est de connaître de graves difficultés. Or, les banques ont d'autant plus de mal à supporter la faillite des Etats qu'elles sont également victimes du naufrage d'entreprises importantes (AEF-Telefunken, en Allemagne, constitue l'exemple le plus récent).

Il est vrai que l'importance croissante des crédits internationaux n'a eu pour effet que de différer les effets de la «crise». De nombreux projets, notamment d'investissements pétroliers conçus dans la perspective d'une hausse continue n'ont pas apporté les fruits qui auraient permis de rembourser les emprunts contractés (et les intérêts). Néanmoins, les ministres des finances des pays en voie de développement ont ré-

à-dire soumis à une responsabilité mieux partagée. Il était fatal en effet que tous les déséquilibres de la gestion monétaire intérieure américaine seraient transférés par facilité sur ce système monétaire international. On s'étonne de l'inflation, mais elle est sans cesse alimentée par cette masse formidable de dollars apatrides, parfaitement illégitimes et qui ne servent qu'à la spéculation, que l'on nomme par antiphrase des «eurodollars».

Un tel système profondément pervers a conduit, à bien des égards, à la crise de l'énergie telle que nous l'avons connue et telle que nous continuons de la connaître, sous d'autres formes. C'est le système du déséquilibre.»

LE TIERS MONDE AU BORD DU GOUFFRE

A ce sombre tableau, il faut ajouter que l'explosion de la dette du tiers-monde (524 milliards de dollars en 1981) est source de profit pour le capital financier. Les créances sont détenues par quelques banques : plus de 3/4 des prêts américains aux pays en voie de développement sont accordés par 24 banques seulement. Ces grands du capital financier se livrent à un redécoupage des marchés mondiaux. Dans «Le Monde diplomatique» du mois de mars 1982, on peut lire dans un article

nétaire dollar

cemment déclaré que «l'ensemble du système international commercial et financier, pourrait s'effondrer». Si des mesures ne sont pas prises pour «renverser les tendances défavorables» actuelles. Il faut en effet savoir que la cessation de paiement d'un seul des principaux emprunteur du tiers monde risquerait d'entraîner la faillite de plusieurs grandes banques et l'effondrement du système monétaire international. A titre d'exemple, une large part des prêts bancaires français aux pays sous-développés ne sera vraisemblablement remboursée que par de nouvelles avances : c'est la fuite en avant.

Face à une telle situation, la Banque Mondiale recommande aux pays en difficulté une croissance orientée vers les exportations. Le F.M.I., pour accorder ses prêts, préconise une baisse de la demande intérieure (et des importations) et une amélioration de la compétitivité (donc des exportations) par la dévaluation. Mais il y a contradiction : les pays développés, censés acheter les produits exportés par les nations du tiers-monde, verraient leurs marchés intérieurs pâtir de ces exportations, tandis que leurs débouchés se rétréciraient.

LA RÉUNION DE TORONTO

C'est sur cette toile de fond que s'est déroulée la récente assemblée générale du F.M.I. et de la Banque Mondiale. Deux thèses, entre lesquelles un compromis plus ou moins heureux sera peut-être trouvé, s'y sont affrontées : celle des Etats-Unis d'une part, celle de la France, plutôt soutenue par ses partenaires européens, d'autre part.

L'Amérique a proposé d'étendre les possibilités d'emprunt F.M.I. pour créer un fonds qui

n'interviendrait qu'en cas d'urgence; mais ce fonds prêterait à des taux plus élevés que dans l'hypothèse française. Ceci est dans le droit fil d'une rigoureuse analyse libérale de lutte contre l'inflation. Pour faire passer cette pilule un peu amère, les Etats-Unis ont fait miroiter une prochaine reprise de leur économie, avec l'effet d'entraînement que cela suppose pour les autres pays. Cette reprise ressemble fort à une «reprise en main». Leur attitude vis-à-vis de l'Agence Internationale de Développement - A.I.D. - qui dépend de la Banque Mondiale, est significative : l'Amérique a décidé de réduire sa contribution, à l'inverse de presque tous les autres membres qui ont choisi de maintenir intégralement la leur.

La position française, en revanche, est beaucoup plus souple. Elle consiste à doubler les quote-parts versées par les Etats au F.M.I., pour lui assurer les ressources qui lui permettraient de prêter (à des taux peu élevés) aux pays en difficulté. Ces quote-parts passeraient de 60 à 120 milliards de D.T.S. (1). En effet, ce qui est à redouter, en dehors, hypothèse la plus noire, d'un effondrement du système monétaire international,

c'est (à travers un refus généralisé d'accorder de nouveaux crédits) une lente asphyxie confortant la récession au lieu d'y remédier. M. Delors, recommandant cependant la rigueur, a d'ailleurs déclaré : «Nous risquons de mourir avec la satisfaction d'être en bonne santé, les statistiques faisant état d'un ralentissement de l'inflation, d'un rétablissement de l'équilibre des balances des paiements et d'une façon générale d'une certaine conformité de l'évolution économique avec les normes de bonne conduite établies par le F.M.I.»

LES REMISES EN CAUSE NÉCESSAIRES

Quelles que soit les décisions qui seront définitivement arrêtées, il faut savoir que les mesures purement conjoncturelles envisagées lors de la réunion de Toronto ne remettent pas en cause l'essentiel. Dans l'état actuel des choses, la création de monnaie internationale demeure entre les mains des Américains, de leurs autorités monétaires et des grandes banques qui contrôlent le marché des euro-devises. Celui-ci connaît une expansion foudroyante (environ 80 milliards en 1970, plus de 1000 milliards en 1980) alors que l'emploi des D.T.S. par le F.M.I. stagne (3 milliards en 1970, 20 milliards en 1980).

Or l'expérience montre que les rôles de monnaie nationale, que ce soit la devise américaine ou toute autre, et de moyen de paiement international sont inconciliables (sauf si l'on admet la domination de l'économie d'un pays sur celles des autres nations). Les D.T.S. peuvent-ils tenir le rôle d'étaillon que J. Rueff souhaitait jadis voir tenir à l'or en lieu et place du dollar ? Cela semble difficile dans la mesure où les D.T.S. sont eux-mêmes définis par rapport à un ensemble de monnaies flottantes.

Quoi qu'il en soit, c'est à une remise en cause de la suprématie du dollar et à une refonte des règles de fonctionnement du F.M.I. qu'il faut s'attaquer sans tarder.

Alain SOLARI

10 ans de désordre monétaire international

Après l'échec des expériences monétaires d'avant-guerre, les institutions créées en 1945 à Bretton-Woods, et principalement le F.M.I. semblent à l'époque aller dans le sens d'un équilibre international. D'abord parce qu'elles mettent en place un système de parités fixes entre les différentes monnaies qui doit prévenir tout emballement. Mais surtout parce que le rôle de l'or comme moyen d'expression des monnaies et comme instrument de réserves des banques centrales est reconnu. Cette présentation théorique cache en fait les vices du système.

En 1949, les trois quarts des réserves mondiales appartiennent aux Etats-Unis. La convertibilité en or des autres monnaies se fait donc à travers le dollar, celles-ci, pour maintenir leurs parités, doivent céder ou accumuler de la monnaie américaine dont la valeur est ainsi maintenue sans effort. Le système qui dépend donc de l'état de l'économie américaine, tiendra sans changement jusqu'en 1958.

Dès cette époque les Etats-Unis sont confrontés à un déficit de leur balance des paiements et à une baisse de leurs réserves d'or

qui font naître des craintes sur la convertibilité en or d'un dollar émis en trop grande quantité. De plus l'accumulation de dollars sur les marchés européens rend de plus en plus impossible un contrôle des liquidités. Malgré des replâtrages, le système s'écroule en 1971, sous les coups d'accélération du déficit américain et l'inconvertibilité du dollar est proclamée. La mise en place d'un système d'étaillon dollar ne résiste pas plus aux déficits records en 1972 et 1973 qui amènent les Européens à ne plus soutenir un système inégal de parités fixes. Le flottement généralisé des monnaies à partir de 1973 est en quelque sorte un aveu d'impuissance dans la constitution d'un ordre monétaire.

Dès lors le rôle du F.M.I. doit être redéfini lors des accords de la Jamaïque de 1976, destinés, selon certains, à gérer le désordre. La «régulation automatique» des parités fixes laisse la place à une surveillance par le F.M.I. des modifications de change mais sans véritables possibilités de sanctions. De plus il doit veiller au développement optimal des masses de li-

quidités en renforçant le rôle des D.T.S. (Droits de Tirage spéciaux) qui pourraient être à l'avenir de nouvelles monnaies internationales. Mais la part actuellement infime de ces DTS dans les liquidités internationales, et surtout la défiance des Etats-Unis envers toute mise en cause de leur prédominance monétaire laissent très sceptique sur une remise en ordre.

C'est pourquoi on ne peut que regretter l'opposition répétée des Etats-Unis à toutes les tentatives françaises de réforme. Dès 1961, J. Rueff, dans une série d'articles, prédisait l'échec d'un système dont la création de réserves dépendait du déficit américain. La nécessité d'une discipline collective et la création d'une monnaie internationale non attachée au dollar (ce qui est resté le fond de la thèse française depuis 10 ans) ont recueilli l'assentiment, en 1982, des pays en voie de développement durement touchés par les coups du système actuel. Cela ne semble pas être de nature à remettre fondamentalement en cause le poids des Etats-Unis sur la politique du F.M.I.

O.M.

(1) D.T.S. (droits de tirages spéciaux) : ils peuvent être définis comme une «ligne de crédit» mise, sans condition, à la disposition des Etats membres par le F.M.I.

Depuis 1978... la définition en termes d'or de l'unité de valeur du D.T.S. est supprimée... Là est le point de passage historique entre la référence à un produit (l'or) et la référence à une monnaie composite (un «panier» de monnaie).

une passion aveuglante

« La France » : un livre de Pierre Chaunu qui scandalise et qui passionne !

Tout à la fin du livre de Pierre Chaunu sur la France, deux lignes en italique et, - juste avant le nom de l'imprimeur - les quatre lignes de « à paraître » situent mieux ce travail que toutes les préfaces ou introductions possibles.

En italique donc : « *Ce texte, rédigé du 4 juillet au 13 août (...) 1981.* » C'est dire qu'il a été écrit sous le choc du 10 mai 1981. Pierre Chaunu, homme de droite, atterré par la victoire de la gauche, la victoire de la « France de la parole », inquiet pour l'avenir de ce pays qu'il aime terriblement, va s'interroger sur le pourquoi de ce changement de cap, tenter d'en prévoir les conséquences... On comprend que cet essai ne sera pas exempt de polémiques, d'interférences platement politiques, d'empoiements.

Le « à paraître » annonce une « Histoire de France » en trois volumes chez Albin-Michel. C'est indiquer combien cette réflexion sur la France est le fruit d'une étude sérieuse, qui permet ensuite un exercice de synthèse dans lequel on sait que Pierre Chaunu excellera.

Pour tirer le plus grand profit de ce livre - accessible à tous grâce à un style très clair - il faudra donc faire une lecture à deux niveaux. Cela permettra de mettre sur le compte d'une aberration passagère une phrase telle que celle-ci : « *Le président Valéry Giscard d'Estaing dont la gestion ne manquera pas, à quelques erreurs près, d'apparaître comme une des plus intelligentes et des plus brillantes que nous ayons jamais eues au cours de notre histoire...* »

Cela permettra de conserver toute notre admiration à cet esprit de synthèse qui permet à Chaunu de nourrir sa démonstration des découvertes d'Hervé Le Bras et Emmanuel Todd (1), F. Furet, G. Duby, J. Favier, P. Contamine, R. Mousnier, A. Besançon, P. Ariès, F. Bluche (2), A. Sauvy et, bien entendu P. Chaunu lui-même (à travers ses innombrables travaux spécialisés

auxquels il doit renvoyer le plus souvent pour ne pas alourdir son analyse) et d'auteurs anciens parmi lesquels, surtout, Vidal de la Blache, le géographe, et J. Michelet.

Mais avant de se laisser séduire par l'universalité des connaissances et la puissance de synthèse de Pierre Chaunu, faisons encore quelques réserves, qui ne l'étonneront d'ailleurs pas.

Nous parlions des dernières pages, regardons maintenant la couverture : une « semeuse », rétro à souhait, opérant au milieu d'une

bonne demi-douzaine d'allégories, faisant un ensemble à notre sens parfaitement ridicule, sans parler des couleurs plus ou moins atroces... Dans certains lieux on trouverait tout cela très « kitch ». P. Chaunu est-il responsable de ce choix ? En tous cas celui-ci est très significatif. Cela va plus loin que le procédé habituel qui consiste à nous imposer la République (ou la « Marseillaise » de Rude, ou d'autres figures féminines du même tonneau si l'on ose dire) pour représenter la France, sous prétexte qu'elle est femme. Pierre Chaunu nous confie le rêve qui fût le sien, petit enfant élevé près de Metz : « *Rien, ni la mer, ni l'océan, ne limitait la France, grande Dame, vers le soleil. Jamais je n'oublierai le beau rêve fou de mon enfance de République impériale (...) sous les plis du drapeau de la République, l'ordre, la justice et la paix.* » La France achevée, la France parfaite de l'imagination de Pierre Chaunu, c'est la IIIème

République, dont, paraît-il, nous aurions désormais, depuis une fracture qu'il situe il y a environ 20 ans, la nostalgie.

Et on comprend combien sa vision de petit enfant des marches de l'Est, a pu fausser certaines conceptions du grand historien. Ainsi sa vision de la Guerre de 14-18, la « grande ordalie », l'« examen de passage » réussi qui montre que la France existe, malgré les divisions dont Pierre Chaunu s'applique par ailleurs à traquer les origines et à suivre les développements à travers toutes notre histoire et même préhistoire. Que des bourgeois français se soient fait massacrer comme de vrais citoyens de République romaine, cela nous paraît une observation exacte. Mais Pierre Chaunu refuse de voir, ou du moins de dire, les côtés scandaleux qui ne sont pas seulement le scandale du nombre des tués, ou de l'incompétence des généraux... La IIIème République, ce régime des médiocres, absurde, pourri jusqu'à la moelle, ne vous en déplaît, a bien profité de ce massacre des élites intellectuelles, ce n'est qu'un point, il en est d'autres. Quant au raisonnement sur la « nostalgie depuis vingt ans » il ne sort pas indemne du fait que Pierre Chaunu nous donne comme une de ses manifestations la mise en place des institutions de la Vème République, en une certaine manière répliques des institutions originelles de la IIIème.

Il y aurait énormément à dire et à redire sur la fin de l'essai de Pierre Chaunu qui est un éloge de l'orléanisme à la Gabriel de Broglie (3). Ah Pierre Chaunu, protestant en mal de catholicité, extrémiste épris de concorde nationale, réactionnaire de progrès, quel personnage attachant vous faites ! Car on vous pardonne tout à cause de vos inquiétudes présentes au sein de vos jugements à l'emporte-pièce, à cause surtout de votre amour de la France qui est immodéré. Et puis, reste toute la partie du livre (80% peut-être) qui est inattaquable, fondée sur le roc d'une connaissance historique difficilement égale, et qui nous apprend tant sur nous-mêmes.

Frédéric AIMARD

(1) « L'invention de la France » - coll. Pluriel 1981.

(2) Dont « La vie quotidienne au temps de Louis XVI » est, depuis quelques mois, le « best-seller toutes catégories » de notre service librairie.

(3) « L'orléanisme », la ressource libérale de la France », librairie académique Perrin. On pourra lire notre analyse de ce livre dans le « Lys Rouge » numéro 9-10 -sept. 1981- prix franco : 10 F à l'ordre de « Royaliste ».

LA FRANCE

Pierre Chaunu



LES HOMMES ET L'HISTOIRE
ROBERT LAFFONT

On nous rendra cette justice que, naguère, nous avons ici même accueilli loyalement le débat que nous proposaient Bernard-Henri Lévy et Guy Scarpetta sur enracinement et cosmopolitisme. Certains nous ont même reproché trop de bienveillance. Contre l'avis de beaucoup, j'ai accepté de soumettre une tradition qui m'est chère, à la critique corrosive de «l'idéologie française». Je suis allé jusqu'à défendre le projet de cette analyse qui débusquait dans l'inconscient national des fantasmes, un irrationalisme foncier, une propension à un certain racisme. Ce n'était pas masochisme, mais volonté de voir clair, ou de débloquent des situations impossibles. Que cette entreprise n'ait pas été toujours satisfaisante, qu'elle se soit rendue coupable de flagrantes injustices, qu'elle ait même gravement erré, je ne l'ai pas caché et j'ai contribué aux mises au point nécessaires.

Ce n'était pas, comme on l'a trop dit question de mode. C'était sérieux : il y a un débat qui depuis longtemps met aux prises le national et l'universel, l'identité des groupes et l'œcuménisme au sens le plus large. Y avait-il une fatalité qui liait la survie d'un groupe à l'exclusion de l'autre, et au repli narcissique, autarcique, belliqueux sur soi, sinon à la volonté d'universaliser ses particularités par la conquête et l'assujettissement des peuples ?

Le XIX^{ème} siècle a noué l'imaginaire des nations. Il a été l'atelier d'une formidable entreprise d'élaboration historique où les peuples ont pu apprendre leur propre passé, ritualisé, héroïsé. Cela n'a pas été seulement vrai pour la France. Il y a une idéologie russe, une idéologie allemande et bien d'autres. Que cette entreprise ait abouti à une logique d'affirmation par exclusion, à une sorte d'idolâtrie nationalitaire, cela me paraît indiscutable. Il ne faut pas oublier en ce qui concerne les nations occidentales que cette situation est née de la brisure de l'Internationale que constituait la Chrétienté. Un Maurras l'a constamment rappelé, affirmant même que le nationalisme constituait une conséquence malheureuse et presque momentanée de l'éclatement de l'Europe du Moyen Âge. De même, ce nationaliste ne craignait pas d'affirmer la nécessité d'un esprit international dont l'Eglise lui paraissait être le seul espace de survie. Son hostilité au germanisme se formule comme le refus d'une entreprise narcissique qui consiste à enfermer dans la particularité d'un moi racial l'universel. Il soutenait à l'inverse que la France était ouverte depuis toujours à cet universel qui transcendait toutes les conditions d'espace et de temps. Que par ailleurs le nationalisme français ait dérapé, qu'il ne soit pas gardé des tentations xénophobes, d'un repli peureux, d'une médiocre satisfaction de soi-même est trop certain. Il apparaît régulièrement encore des mouvements de caractère «populaire» marqués par les mêmes fantasmes raciaux et les pires réflexes hexagonaux.

Que l'on conteste radicalement ces phénomènes, je n'y vois aucun inconvénient à condition de ne pas exagérer leur importance et de ne pas sombrer curieusement dans un racisme à rebours qui se retourne contre certaines catégories sociales et des classes dites moyennes que l'on considère de toute sa hauteur et de toute sa morgue d'intellectuel.

culture et impérialisme (2)



par
Gérard
Leclerc

Mais ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel est de savoir si au nom du cosmopolitisme, c'est-à-dire d'un esprit œcuménique d'échange, et même de transgression des cultures, il faudrait aller jusqu'à affirmer le mal du lien social, l'érosion des appartenances et l'indispensable dissolution des communautés hautement et difficilement rassemblées par l'histoire. Au nom d'un individualisme absolu, au nom d'une culture et d'un art internationaux, au nom du symbolique qui exige le déracinement ? A ce point, j'avoue ne plus comprendre. Le propos est-il uniquement culturel ? Impossible de le croire puisqu'on prend bien soin d'ajuster des cibles politiques. Si l'on reste sur ce terrain politique, alors il faut annoncer franchement la couleur et dire pour qui ou pour quoi l'on plaide.

Dans les conditions qui sont les nôtres peut-on faire abstraction de sujets de l'histoire ? Ces sujets sont-ils étrangers aux communautés historiques ? Aux nations ? Veut-on vraiment que le sujet France s'efface, et au profit de qui ?

Dans l'univers qui est le nôtre, l'effacement d'un sujet historique se fait toujours au profit d'un autre sujet qui l'absorbe ou l'annihile. Les choses n'ont pas changé. La Pologne est toujours ce sujet dont l'on veut l'effacement, que l'on dépèce ou que l'on soumet au joug militaire. Mais le sujet polonais jusqu'ici ne s'est pas effacé. Il resurgit d'épreuve en épreuve. Exemple plus extraordinaire encore : le sujet historique juif après 2000 ans se réinscrit dans un espace. On pouvait imaginer sa totale disparition. Certains l'ont voulu diaboliquement, mais l'existence d'Israël est maintenant un sacré fait politique !

Toute existence d'une nation est toujours problématique. On peut imaginer la France conquise ou dominée. — Tout de même pas par

les Américains ? Désolé, mais si un peuple ne se défend pas politiquement dans le monde d'aujourd'hui, il risque d'être soumis sans pitié à ces effets de domination jadis décrits par François Perroux. Le même François Perroux expliquait qu'en économie il y avait toujours dépendance mutuelle des peuples, mais qu'il y avait des modalités fortes ou faibles de dépendance. Un certain degré de faiblesse conduit à l'inexistence économique et par voie de conséquence à la totale dépendance politique. C'est toute la question de nos rapports avec les Etats-Unis. Et il y a imposture à avancer des arguments culturels pour masquer le phénomène.

Ce n'est pas faire de l'anti-américanisme primaire que de constater que dans les industries clefs pour une économie moderne, notre modalité d'interdépendance est extraordinairement faible, celle des Américains extraordinairement forte et que cela nous promet à l'inexistence politique. Qu'un gouvernement français, qui est un gouvernement socialiste veuille remédier à cela et reconstituer un appareil industriel qui a été mis à mal depuis un dizaine d'années, par le giscardisme, c'est parfaitement normal. Que l'on oppose à cela des arguments culturels où que l'on riposte par la dérision du nationalisme, j'en arrive à penser que ce n'est pas innocent et que l'on a choisi son camp, qui est le camp américain. Au nom de quoi l'Amérique serait-elle vouée à la puissance, la France et les nations européennes à la faiblesse et bientôt à l'inexistence ? Au nom de quelle loi morale, au nom de quel impératif culturel ? C'est tout simplement du nationalisme américain.

N'y aurait-il pas là dessous tout un credo informulé, un inconscient qui structure une attitude politique floue dans son langage mais cohérente dans sa démarche ? Il n'y a plus dans notre monde que les Etats-Unis d'Amérique qui vaillent, ils sont notre universel concret, notre culture, notre mode de vie moderne. Toute volonté de résistance par rapport à leur emprise est réactionnaire comme eut été réactionnaire la résistance des peuples rebelles au joug de Rome. Au demeurant l'Amérique est le seul môle de résistance possible à l'expansion soviétique. Il importe donc d'être les inconditionnels de la seule puissance qui nous sauvera du totalitarisme. Telle est la base de ce Credo que renforce le discours culturel dont nous avons parlé. L'Amérique s'identifiant à la modernité et à la culture, elle dépasse par essence les vieux nationalismes terriens d'Europe. Elle est brassage des peuples, défi à l'exclusion, etc.

Que tout ce discours soit pour la plus grande part, mythique, nous l'avons montré dans le dernier numéro de «Royaliste». Mais il est un point sur lequel nous n'avons pas insisté : le nationalisme américain, la volonté de puissance d'une nation conquérante, son entreprise de domination. Le discours antinationaliste n'est donc qu'au service d'un autre nationalisme simplement repeint aux couleurs de la modernité ? Est-ce cela ? Me suis-je trompé ? Dans ce cas, il faudrait réellement savoir quelles positions politiques réelles se détachent au terme de l'éloge du cosmopolitisme. Nous ne fermons pas le débat. Nous le relançons.

Gérard LECLERC

l'amour, la violence et la loi

Le film de Yilmaz Güney s'impose autant par sa beauté formelle que par la profondeur de ses questions.

Aimables et admirables, les sociétés traditionnelles ? Le voyageur peut le penser quand il contemple la couleur d'un monde finissant et regarde, de loin, s'écouler la vie selon les rythmes sages d'un ordre très ancien.

Pourtant, ce monde vénérable n'échappe pas plus que les autres à la violence, latente dans le code moral et qui s'impose avec la force d'une loi dès que l'ordre est transgressé. Telle est la dure réalité qui va frapper, dans la Turquie d'aujourd'hui, cinq prisonniers bénéficiant de quelques jours de permission. «Yol», cette permission, ne sera pas pour eux la douce parenthèse tant attendue, mais un difficile chemin, sur lequel toutes les violences sociales seront tour à tour rencontrées.

Certes la violence politique n'est pas oubliée : Yilmaz Güney, emprisonné par les militaires, montre ce qu'est la violence quotidienne dans les villes et sur les routes de Turquie : patrouilles, couvre-feu, fouilles, et surtout la répression sanglante dont est victime le peuple kurde. Mais «Yol» n'est pas un film politique : la violence des militaires, si inflexible qu'elle soit, n'est pas la plus redoutable : ouverte, visible, elle ne touche que superficiellement l'univers des héros du film.

Ce qui s'impose à eux, dès qu'ils retrouvent la société, c'est la loi morale, c'est le code de l'honneur. L'un, Mehmet, est rejeté par sa belle-famille qui l'accuse d'avoir laissé tuer un des siens. L'autre, Seyit, apprend que sa femme s'est prostituée pendant son absence et doit laver son honneur dans le sang. Loi de l'honneur, loi du clan, obsession de la pureté : les femmes en sont les premières victimes, surveillées, enfermées, rejetées dès qu'elles manifestent un désir ou une passion personnelle. Mais les hommes aussi sont des victimes : victimes du devoir que la société leur commande, victime de cet honneur auquel ils doivent se sacrifier, victimes de la loi qu'ils continuent d'imposer - ainsi Mevlüt le jeune fiancé qui, tout en supportant mal

la surveillance de deux duègnes, répète à sa promise les principes de la soumission.

«Yol» est cette description de l'ordre impitoyable qui régit un peuple par ailleurs coloré et fraternel. Mais c'est surtout l'histoire de la révolte de quelques uns, qui ne naîtra pas d'une «prise de conscience» politique, mais tout simplement de l'amour. Amour pour la femme impure, qui surgit sur un épuisant chemin de haute montagne. Amour de la femme pour son mari «deshonoré», qui lui donnera la force de briser la loi du clan... Cette revanche des êtres contre une violence qui les nie est sans doute aussi vieille que le monde. Mais point de romantisme : à l'issue du combat, c'est très rarement l'amour qui triomphe.

Ainsi dans «Yol» où, finalement, c'est l'ordre social qui gagne et qui continue de régner au moins sur les apparences. Les uns se soumettent à la loi, comme Omer le Kurde qui sacrifie un amour naissant pour remplacer, selon la loi immuable, l'époux tué par les Turcs. Seyit, lui, l'enfreint dans son cœur mais la mort de sa femme ne lui permet pas d'aller plus loin. D'autres mourront, exécutés, pour que l'honneur soit sauf...

Pourtant, quelque chose bouge, presque imperceptiblement. La modernité apparaît, non seulement dans l'ordonnance des villes, mais dans les attitudes et les regards : la jeune fiancée ne porte pas le voile et sa robe laisse apparaître ses jambes; elle a choisi celui qui croit être son maître plus qu'elle n'a été choisie par lui et, dans son regard et sa voix, perçoit un soupçon de moquerie. Signes légers d'une «libération» presque inéluctable. La violence propre aux sociétés traditionnelles disparaîtra. Il suffit de regarder les sociétés modernes pour savoir qu'une violence encore mieux cachée lui succèdera. Mais ceci est une autre histoire.

B. LA RICHARDAIS

le montage de volkoff

Je ne sais si Vladimir Volkoff a été un moustache foireux. Mais le gens-de-lettres qu'il est devenu a, pour notre plaisir, admirablement tourné.

On avait un peu oublié, jusqu'à la parution du «Retournement», (1) le contentement que l'on peut éprouver à la lecture d'un roman d'espionnage. Le miracle se reproduit pour «Le Montage» (2) ; on y retrouve bien sûr tous les thèmes volkoviens : le Renseignement, l'inquiétude métaphysique, la Russie.

Mais l'histoire d'Aleksandre Psar, fils de Russes blancs recruté par le KGB, est aussi le roman de notre après-guerre, d'une société française doutant d'elle-même et tentée par le péché suprême : ne plus se continuer. Certes, de nombreuses contestations intérieures souvent justifiées, et diverses quant à leur origine, détruisent peu à peu les valeurs sur lesquelles était fondée la triomphante société bourgeoise du dix-neuvième siècle. Mais tout cela n'est-il pas aussi le résultat d'une stratégie mondiale élaborée par des services très secrets, suivant des principes vieux de 2.500 ans ? «Avant que je n'ensanglante ma lame, l'ennemi s'est rendu»; contre Clausewitz et le «rouleau compresseur» de l'ancienne armée russe, les Soviétiques ont choisi Sun Tzu et son «Art de la Guerre». A quoi sert de détruire l'ennemi si l'on peut s'en emparer intact ? L'Occident tombera de lui-même, tel un fruit mûr, et l'Armée Rouge n'aura que la peine de le ramasser.

Aleksandre Psar est un des rouages de ce mécanisme. «Agent d'influence» chargé des milieux littéraires parisiens, il va contribuer à «faire l'opinion». Cette position privilégiée va lui permettre de monter l'opération qui, pour un certain temps, discréditera complètement les dissidents soviétiques auprès de l'opinion française.

Le libre-arbitre peut-il encore exister alors que régnent l'intoxication et la désinformation ? Alors que les agents eux-mêmes sont manipulés par leurs propres Services et dans un but qui dépasse manifestement celui qui est avoué par l'idéologie marxiste-léniniste ? C'est un autre Volkoff qui apparaît ici, le Volkoff gnostique que l'on pouvait deviner dans «Les Humeurs de la Mer».(3)

Le ton est également nouveau : au détachement quasi-aristocratique qui était celui du «Retournement», succède le besoin impérieux de dénoncer et de prévenir. Avant qu'il ne soit trop tard. Si le Renseignement reste toujours «un métier de seigneur», il est maintenant bon de savoir quel sont ses méthodes et que le moindre de nous peut être un pion sur l'échiquier.

Ces considérations, qui vous ont un air de Complot-Communiste-International bien connu, pourraient prêter à sourire. Mais cette première réaction, dans son instantanéité, n'est-elle pas un réflexe appris, conditionné ? Le plus incrédule commence à douter de ce qu'il sait et se surprend à traquer au fond de lui une peur soigneusement enfouie sous des restes de préjugés, de certitudes et de tolérances. Malgré qu'il en ait, Vladimir Volkoff a, en écrivant le «Montage», fait œuvre militante.

Et, en cela, il faut souhaiter que son cri d'avertissement ne reste pas isolé. Une question subsistera néanmoins : Volkoff est-il lui-même manipulé ?

René ADRIERS

(1) Vladimir Volkoff -Le Retournement- prix franco 58 F.

(2) Vladimir Volkoff -Le Montage- prix franco 73 F.

(3) Vladimir Volkoff -Les Humeurs de la mer- 4 volumes, Prix franco : 246 F.

nouvelle citoyenneté

Annoncés publiquement en mai dernier, les «Clubs pour la Nouvelle Citoyenneté» doivent maintenant entrer dans la phase active de leur organisation.

Ces clubs, lancés à l'initiative de la N.A.R., ont l'ambition d'être des centres d'analyse, de critique et de proposition ouverts à tous les citoyens qui ne voulant pas entrer dans la cadre contraignant d'un parti, entendent néanmoins promouvoir une révolution tranquille pour la justice et la liberté. Le manifeste que nous publions ici indique clairement dans quel contexte et dans quel esprit ces clubs doivent fonctionner.

Nous souhaitons que se crée très rapidement un grand nombre d'entre eux et nous incitons nos

sympathisants et nos adhérents à se regrouper et à prendre contact entre eux localement pour assurer ces créations. Quelques villes ont déjà leur club qui a commencé à fonctionner, mais dans la plupart des cas tout est à faire. La direction parisienne de la NAR, bien entendu, vous aidera et vous guidera au maximum. Que tous ceux de nos lecteurs qui souhaitent participer à la création d'un club prennent contact avec nous dès aujourd'hui.

Y. AUMONT

● ETUDIANTS-LYCÉENS

En ce début d'année scolaire il nous est nécessaire de faire l'inventaire de nos forces. C'est pourquoi un questionnaire de rentrée a été adressé à ceux d'entre vous dont nous avons les adresses. Des réponses rapides nous permettront de mieux nous organiser. Nos lecteurs étudiants ou lycéens qui n'auraient pas reçu ce questionnaire doivent nous le réclamer de toute urgence en écrivant au journal.

«Royaliste-Université». Le numéro d'octobre paraît cette semaine (le numéro : 3 F franco en timbres, abonnement 5 numéros : 30 F pour les non-étudiants, 12 F pour les lycéens et étudiants). «Royaliste-Université» est le résultat d'un travail d'équipe réalisé entièrement par les étudiants (conception, rédaction, fabrication, diffusion). Pour réussir cela il a besoin d'aides en tous genres et en particulier d'une participation accrue aux conseils de rédaction qui sont même ouverts aux simples sympathisants. Prochains conseils de rédaction : dans les locaux du journal à 14h30, le samedi 2 octobre et le samedi 16 octobre.

● MERCREDIS DE LA NAR

Reprise des réunions. Tous les mercredis, dans les locaux du journal, à 20 h ont lieu des conférences-débat ouvertes à tous les sympathisants et lecteurs de «Royaliste». A l'issue de ces conférences un repas froid (participation aux frais 13 F) est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions dans une ambiance amicale. Les lecteurs qui veulent recevoir le programme détaillé des conférences et les invitations sont priés de le demander en écrivant au journal.

Mercredi 6 octobre - «Bilan et perspectives de la politique gouvernementale», conférence par Bertrand Renouvin, suivie d'un débat contradictoire.

Mercredi 13 octobre. De passage en France Vladimir Volkoff nous fait l'amitié de venir aux «mercredis» pour se soumettre au feu de nos questions et de nos interrogations. Vladimir Volkoff publie ce mois-ci trois (!) livres : **Le Montage** (voir page ci-contre), **Le tire-bouchon du bon Dieu** un science fiction qui n'est pas innocent d'intentions politiques et **Une histoire surannée quelque peu**.

manifeste des clubs

Le 10 Mai 1982, des citoyens libres de toute allégeance à l'égard des forces politiques et sociales ont pris l'initiative de fonder les Clubs pour la Nouvelle Citoyenneté. Réunis par un même souci politique, ils avaient, le 10 Mai 1981, marqué leur préférence pour une politique de changement économique et social, sans pour autant se reconnaître totalement dans la tradition de pensée qui l'inspire et tout en affirmant, par ailleurs, le désir de donner aux institutions de la France une pleine et entière légitimité.

Par-delà les polémiques partisans et les affrontements entre des idéologies désuètes, ils veulent désormais réfléchir aux conditions d'une transformation en profondeur de notre pays, poser les conditions d'une révolution tranquille pour la justice et la liberté.

Cette révolution suppose que soient défendus et développés les droits des citoyens, afin que ceux-ci puissent effectivement participer à la gestion des affaires de leur commune, de leur région et de leur entreprise, au lieu de demeurer les administrés d'un Etat-Providence, les servants de la machine capitaliste nationale ou multinationale.

Cette révolution suppose qu'une transformation des structures économiques soit accomplie, afin que les citoyens aient la possibilité de résister à la logique d'un système industriel secrètement totalitaire.

Cette révolution suppose que la nation française affirme son identité et conserve sa liberté d'action, face aux impérialismes qui tentent de dominer le monde.

Cette révolution suppose enfin que le Pouvoir politique reconquière son indépendance, contre les groupes de pression de toute nature et contre les féodalités économiques et financières.

Ce qui est en jeu n'est donc pas une querelle de personnes, de doctrines ou de mots, mais l'existence même de la nation et du peuple français. Aussi les Clubs Nouvelle Citoyenneté tout en marquant leur préférence pour les forces de changement, et sans refuser le dialogue avec quiconque, se situent en dehors de la droite et de la gauche.

Indépendants du Pouvoir politique et des partis, libres de toute considération de clientèle, à l'abri des groupes de pression, ils se proposent de réfléchir aux conditions du changement social, de suggérer les réformes et les révolutions qui permettront de dépasser les limites dans lesquelles le système économique et la logique étatique nous tient enfermés.

En créant une structure souple et ouverte à toutes les idées novatrices et à tous les courants de pensée, les Clubs Nouvelle Citoyenneté offrent à chacun la possibilité d'une réflexion libre, d'une critique fondée, d'une élaboration en commun de propositions concrètes.

En exprimant ces soucis, en travaillant à la réalisation de ces objectifs, les Clubs Nouvelle Citoyenneté entendent désormais apporter leur contribution au débat politique, avec tous ceux qui s'efforcent de satisfaire les exigences communes de justice et de liberté.

● «ENQUETE SUR LE PROCES DU ROI LOUIS XVI»

Ce livre de 700 pages, que nous avons déjà présenté à nos lecteurs (Royaliste 364 et 365) paraîtra le 16 novembre il sera alors vendu 186 F franco. Jusqu'au 30 octobre on peut souscrire au prix de faveur de 162 F franco (à l'ordre de «Royaliste»).

● SOUSCRIPTION

Merci de ne pas oublier notre souscription au milieu de vos dépenses de rentrée. Vous savez que vos dons sont indispensables pour que notre budget soit en équilibre (versements à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N en précisant «pour la souscription»).

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Ils reviennent, mais ils n'ont pas changé. L'un, depuis Nouméa, annonce la catastrophe sans laquelle il n'y aurait, pour lui, ni combat ni sûre revanche. L'autre tente de donner de lui-même une nouvelle image, moins hautaine, et voudrait devenir la conscience et la voix d'un peuple momentanément égaré, tandis qu'un professeur, naguère désigné comme le « meilleur économiste de France », recommence ses sempiternelles leçons.

Pourtant, leur échec électoral a été cuisant, et leur gestion désastreuse. Mais ils semblent avoir tout oublié : l'inflation qu'ils ne parvenaient pas à maîtriser, le chômage sans cesse croissant, un déficit budgétaire et un déséquilibre du commerce extérieur qui ne datent pas du 10 mai 1981. C'est tout de même en raison de ce bilan particulièrement négatif qu'ils ont été chassés, et les lourdes conséquences qui, aujourd'hui, affectent le pays, devraient les inciter à plus de retenue. On ne prend pas pour juge une assemblée de faillis. Mais non. Il faut qu'ils tranchent, menacent, prophétisent : ils l'avaient bien dit, le « socialisme, ça ne marche pas », et le pire est pour demain...

Difficilement supportable quand on veut bien se souvenir des réalités passées, l'attitude de l'opposition de droite est cependant logique : elle n'existerait pas sans cette condamnation aveugle de la politique actuelle, car elle est incapable de concevoir autre chose que ce qu'elle a toujours fait. Sans programme ni projet, la droite apparaît infiniment plus négative dans sa critique qu'autrefois l'opposition de gauche : cette dernière, parfois trop systématique, trop démagogique, avait le mérite de présenter un plan de réformes relativement cohérent. Au contraire, l'unique ambition de la droite est de prendre sa revanche, de reconquérir un pouvoir dont elle s'estime propriétaire. Sa seule intention est de dénationaliser, c'est-à-dire de redonner aux groupes financiers la puissance qu'ils ont perdue, et de rendre aux plus riches le peu qui leur a été enlevé. Le reste n'est que slogan creux, comme ce « libéralisme du futur » annoncé par M. Giscard d'Estaing, ou cette idée d'un « capitalisme populaire » qui a toutes chances d'être un attrape-nigauds.

LA VOIE DE LA FACILITÉ

La droite n'est pas au service de la justice et de la liberté, mais des intérêts financiers qui la soutiennent et des castes sociales qui la composent. C'est ainsi, mais ce n'était pas inévitable. La droite aurait pu, après l'échec, se remettre en

le retour de la droite



par
bertrand
renouvin

question et rechercher dans sa tradition de pensée les principes susceptibles d'inspirer une nouvelle politique. Elle a préféré la voie de la facilité, qui est de faire la politique de ses clients et de ses créanciers, au lieu d'exprimer une conviction. La dérive du R.P.R. est à cet égard significative; gaulliste d'inspiration, le voici qui puise ce qui lui tient désormais lieu de pensée dans les élucubrations élitistes du Club de l'Horloge tout en pratiquant la plus basse démagogie.

Est-il besoin de préciser, que royalistes par passion de la justice et de la liberté, nous ne pouvons pas être de ce camp-là, qui cherche une revanche de classe, qui est celui de l'argent, qui ne propose rien d'autre que le retour à l'ancien ordre des choses. Est-il besoin de dire que, royalistes par souci de l'unité, cette stratégie de la tension, cette guerre civile froide, où pleuvent les injures et les coups bas, où les pires égoïsmes corporatifs sont cultivés, nous inquiète et nous écœure.

Notre refus, né des reniements intellectuels et des abandons pratiques de la droite, puis confirmé par le bilan de la trop longue expérience giscardienne, ne nous a jamais conduit à une quelconque complaisance envers la gauche. Certes, nous avons appelé à voter en faveur de M. Mitterrand, seul moyen d'en finir avec une imposture, et nous ne regrettons pas notre choix. Mais cette libre décision ne nous a jamais empêché de

souligner les limites et les carences de la gauche. Nous avons, longtemps avant que le gouvernement n'en convienne, déploré ses incohérences et ses improvisations, et reproché d'autre part au Parti socialiste d'avoir mis fin, lui-même, à l'état de grâce par son sectarisme et ses imprécations.

UN SOUTIEN CRITIQUE

Nombre des difficultés que nous connaissons aujourd'hui viennent de ces erreurs : si la gestion économique laisse à désirer, c'est que le gouvernement n'a pas osé appliquer à l'économie le traitement de choc (dévaluation de combat, protection des activités nationales) qui aurait permis de procéder ultérieurement à une relance dans de bonnes conditions. Ainsi aurait-on évité de prendre les mesures nécessaires sous la contrainte des événements, tout en dissertant sur les avantages comparés de la volonté et du volontarisme. De même, si la « révolution tranquille » n'a pas été pleinement accomplie, c'est que le gouvernement n'a pas profité du consensus de 1981 pour briser les privilèges corporatifs et pour libérer la France - et lui-même - de ses pesanteurs bureaucratiques.

La gauche, par sa faute, a gâché nombre de ses chances, et c'est d'autant plus regrettable que la situation créée le 10 mai ne se retrouvera pas de sitôt. Il n'en demeure pas moins que le Président de la République et son gouvernement accomplissent, dans trois domaines essentiels une politique qui doit être soutenue :

— Après sept années de scandales divers et de spectacles ridicules, l'Etat a été restauré dans sa dignité et dans son honnêteté.

— Après sept années d'hésitations, de fautes et de verbiage, la France a retrouvé une politique étrangère digne de ce nom - notamment au Proche-Orient où, depuis l'agression israélienne contre le Liban, notre pays tente de sauver des vies et de ramener la paix.

— Après sept années d'effondrement économique, un projet industriel s'affirme, grâce aux nationalisations, par la reconquête du marché intérieur, dans la volonté d'affronter les grandes mutations technologiques.

Cet effort est suffisamment fondamental pour refuser le retour de ceux qui, obsédés par leur désir de revanche, n'ont plus la capacité de concevoir une politique pour la France, ni peut-être de comprendre qu'elle puisse former de grands desseins.

Bertrand RENOUVIN